

ÉMEUTES DE BÉJAÏA

Le RND «pas étonné», le RCD et le FFS crient à la «manipulation»

Les violentes émeutes qui ont émaillé nombre de localités de la wilaya de Béjaïa, lundi et mardi derniers, ont cessé, hier, à la faveur de l'implication de nombre d'acteurs politiques et associatifs locaux qui n'ont eu de cesse d'appeler au calme et à une protestation pacifique.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Une implication à coups de réunions et autres assemblées générales et même de pourparlers avec les émeutiers, comme a tenu à le souligner, hier, Atmane Mazouz alors qu'il était à Sidi-Aïch pour une «ronde d'inspection» comme, du reste, beaucoup de ses amis cadres du RCD, qui, soutient-il, n'ont pas que suivi les événements puisqu'ils ont tout fait pour ramener le calme en compagnie d'autres acteurs et intervenants politiques et associatifs. Pour le chargé de la communication du parti que préside Mohcine Belabbas, «il n'y a pas l'ombre d'un doute» quant à l'existence de gens tapis dans l'ombre qui, «missionnés sous couvert d'anonymat, poussent à piller, à agresser et à saccager sous couvert de nobles revendications». Qualifiant de «justes» les revendications liées à la dénonciation de l'austérité et de la cherté de la vie que le RCD n'a cessé de dénoncer par la mobilisation pacifique à travers, notamment, deux grandioses marches populaires, la première à Tizi-Ouzou et la seconde à Béjaïa, Mazouz affirme «partager les craintes de la population et son hostilité face à ces mesures d'austérité que charrie la loi de finances de

l'année en cours». Et de plaider pour «une mobilisation pacifique et déterminée à même de «faire barrage aux pyromanes et aux manipulateurs en mal de crédibilité et, ainsi, préserver nos acquis et faire échec à ceux qui sont instrumentalisés pour provoquer le chaos dans notre région».

Le FFS réagit, pour sa part, via sa fédération de la capitale des Hammadites qui, dans un communiqué, se dit «inquiet de voir la situation dans la wilaya de Béjaïa dégénérer à la suite d'un appel anonyme à une grève des commerçants». Une situation «porteuse de risques de développements chaotiques», mettant le doigt, lui également, sur les «tentatives de faire basculer la wilaya dans la violence».

Pour le FFS, «l'obstination du pouvoir à s'opposer à toute alternative politique démocratique et à une sortie de crise consensuelle ainsi que l'acharnement à détruire les cadres d'organisation et de débats citoyens poussent certaines catégories de la population à recourir à la violence». Et de rappeler sa militance pérenne pour le droit de la grève et de la manifestation pacifique pour exprimer les doléances légitimes de la population, et son appel aux



Climat de tension à Béjaïa.

Algériennes et aux Algériens à se mobiliser et à s'organiser pacifiquement pour revendiquer leurs droits tout en faisant preuve de lucidité, d'esprit de discernement et de rejet de la violence. Le FFS n'omettra pas d'appeler, enfin, la population et particulièrement les jeunes de la wilaya de Béjaïa à la «vigilance pour déjouer les manœuvres des apprentis sorciers».

Pour sa part, le député et membre de la direction nationale du PT, Youcef Taâzibt, estime que «les émeutes et les violences qui ont eu lieu à Béjaïa, Bouira et à Alger n'ont pas comme objectifs de remettre en cause les mesures antisociales du gouvernement» et «risquent de plonger le pays encore une

fois dans un cycle de violence/répresseion qui ne peut que desservir le pays et les revendications légitimes des larges couches de la population».

Se disant contre les mesures d'austérité du gouvernement, notre interlocuteur affirme également être «contre le chaos», invitant les pouvoirs publics à faire preuve de «responsabilité pour ne pas légitimer ce mouvement par la répression» et les citoyens à agir pour «démasquer et isoler les provocateurs qui tentent de créer le chaos en procédant de la même manière que ceux qui ont organisé le prétendu printemps arabe qui, à deux exceptions près, a été un processus de dislocation des nations».

Le RND «pas étonné»

Au RND, on ne se dit pas «étonné» outre mesure par ces émeutes. Le chargé de communication du parti soutient, en effet, que l'année 2017 qui commence «devait être mouvementée bien avant l'adoption de la loi de finances des dispositions sont qualifiées par certains cercles d'«antisociales» alors que, selon lui, elles sont «salutaires pour compenser l'impact de la crise de la baisse des cours du pétrole».

«Car, pour nous, au RND, poursuit Seddik Chihab, tout comme l'Etat n'a pas été avare du temps de l'embellie financière, pour soutenir la demande sociale nous devons supporter collectivement le poids de la crise financière».

Et d'accuser certains porteurs d'«idées extrémistes» et des «cercles extrémistes d'attiser le feu», louant, cela dit, le «mérite des partis et autres associations ayant pignon sur rue dans la région qui ont tout fait pour ramener le calme».

Tout en invitant tout le monde à «s'impliquer pour atténuer des effets de la crise», le chargé de communication du RND estime que «l'Etat se doit de remplir ses missions régaliennes, notamment en matière de régulation et d'organisation du marché et ne pas se cacher derrière la prétendue liberté des prix, dans une synergie et une homogénéité parfaites».

M. K.

ÉDUCATION

Benghabrit promet de renouer le dialogue

La ministre de l'Education nationale a réuni mardi soir les syndicats autonomes de son secteur. Benghabrit, qui a été interpellée sur de nombreux dossiers, notamment sur ses dernières décisions, a promis de renouer le dialogue avec le partenaire social, lequel a dénoncé des décisions unilatérales.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Les syndicats autonomes du secteur de l'éducation veulent des rencontres bilatérales dans l'avenir. Et c'est ce qu'ils ont exprimé lors de leur réunion de mardi soir avec leur ministre, à qui ils ont aussi reproché de les avoir exclus des dernières décisions qui ont été prises avant d'être abandonnées quelque temps après. Nouria Benghabrit a justifié son attitude, selon les syndicats, par l'urgence de la situation qui a nécessité des mesures toutes aussi urgentes et qu'elle a dû prendre seule dans l'immédiat.

C'est le cas pour son recul sur la réforme de l'examen du bac et du calendrier des vacances scolaires, qu'elle a expliqué par rapport à la pression qu'a subie le secteur de la part des élèves. La réunion que la ministre de l'Education avait présidé avec les partenaires sociaux et qui devait porter sur l'évaluation du premier trimestre et la préparation du deuxième trimestre a été l'occasion aussi pour les syndicats de soulever leurs préoccupations.

«Chacun de nous a dit ce qu'il pensait et ce qu'il voulait ouvrir comme dossier et la ministre nous a écoutés en promettant de se réunir plus souvent avec nous», a indiqué M. Amoura président du Satef qui dit avoir insisté, de son côté, sur le dossier du rythme scolaire et des œuvres sociales. Les syndicats autonomes qui ont l'habitude de se réunir tous ensemble sur la même table avec leur tutelle ont demandé, toutefois, des réunions bilatérales dans l'avenir. Ces derniers estiment que chaque syndicat porte ses propres préoccupations qu'il devra discuter seul avec la ministre. Benghabrit qui a promis de renouer le dialogue avec le partenaire social n'a pas écarté cette option qui dépendra, selon elle, de son agenda.

La ministre de l'Education a également annoncé l'organisation d'un concours de recrutement au courant de cette année dans certaines spécialités inexistantes dans la plateforme numérique de recrutement. Le département de l'éducation compte aussi lancer, le mois prochain, une consultation nationale sur l'évaluation scolaire. Elle permettra de faire un diagnostic dans le but de remédier aux dysfonctionnements dans la prochaine rentrée scolaire.

S. A.

AMAR TAKJOUT, CADRE À L'UGTA, COMMENTE

LES ÉVÉNEMENTS DE BÉJAÏA :

«Urgence d'un réel encadrement social et politique de la population»

«Ce qui me chagrine, c'est le dérapage et les actes de vandalisme qui ont caractérisé ces manifestations. Ce n'est pas en cassant qu'on fera valoir ses droits. Cette situation nous interpelle également à plus d'un titre sur la représentation sociale de la population». Cadre syndicaliste à l'UGTA, Amar Takjout commente les événements qui ont marqué ces derniers jours la wilaya de Béjaïa.

Abder Bettache - Alger (Le Soir)

- Les événements qui ont secoué à un degré moindre ces trois derniers jours certaines localités du pays mais particulièrement la localité de Béjaïa posent la problématique de l'encadrement social et politique de la population. C'est le constat que fait le syndicaliste de l'UGTA M. Amar Takjout, secrétaire général de la Fédération des travailleurs du textile et cuir affiliée à la Centrale syndicale UGTA, notre interlocuteur a soulevé plusieurs questions quant à la «particularité de ces événements».

En parfait analyste de la question sociale et syndicale, M. Takjout s'est interrogé sur les «dessous» et les «enjeux» de ces événements, tout en se posant des questions sur la «confusion qui a suivi ces événements». En d'autres mots, notre interlocuteur s'est interrogé sur le fait «que l'appel à la grève a été lancé par des commerçants sous prétexte qu'ils prennent la



Amar Takjout plaide pour une réflexion sur ce que traverse la société.

défense des consommateurs». «Pour moi, il s'agit d'un réel paradoxe. Si l'appel avait été lancé par une association ou une organisation de défense des consommateurs, on aurait compris la portée et le but du mouvement et de sa revendication. Mais lorsque ce sont des commerçants qui sont au devant du mouvement, je me réserve le droit de me poser des questions», a-t-il expliqué, tout en reconnaissant au passage «que la situation sociale n'est pas réjouissante». Sur un autre chapitre, ce membre de la direction nationale de l'UGTA considère que la problématique de «l'encadrement politique et social de la population est réellement posée». Il explique : «Les événements qui ont secoué récemment la localité de Béjaïa posent une vraie problématique. Il s'agit de l'absence d'un encadrement social et politique

de la société. C'est très dangereux et ça pose un problème. C'est aux associations représentatives concernées que revient le droit d'accompagner une action sociale revendicative. L'inverse est très dangereux et cela dénote de la fragilité de la société», a-t-il expliqué. Le secrétaire général de la Fédération nationale des travailleurs du secteur du textile et cuir plaide «l'urgence de prendre en charge cette situation» et par voie de conséquence «engager une réflexion sur ce qui traverse la société». Selon lui, «encore une fois, la situation interpelle tout un chacun de nous sur le type d'organisation sociale de la société». «L'urgence d'un encadrement social représentatif se pose avec acuité et est plus que jamais d'actualité», a-t-il soutenu.

A. B.